

Compte-rendu  
**Webconférence France Stratégie**  
**Après Covid - Le forum des plateformes**

9 juillet 2020

Trouvez la vidéo du débat en intégralité ici :  
<https://www.strategie.gouv.fr/debats/webconference-apres-covid-forum-plateformes>

**Daniel Agacinski (France Stratégie) : animateur.**

**Introduction de Gilles de Margerie, France Stratégie**

Le modèle de la démocratie représentative souffre. Les partis qui ont structurés la vie politique vont mal, pour autant on ne voit pas émerger d'autres structures qui trouvent une place durable dans la vie politique → passage d'une organisation en partis à quelque chose qui sera peut-être différent. Les élus savent qu'ils vont voir leur légitimité remise en cause. Enjeu des leviers démocratiques → trouver des nouvelles formes de participation démocratique. Multiplicité d'initiatives du pouvoir public pour mobiliser les citoyens (conventions citoyennes, etc), et rencontre avec les nouveaux acteurs, comme les plateformes. Notre modèle en transition doit apprendre à vivre avec des nouvelles formes d'expression démocratiques.

**Présentation des initiatives des plateformes :**

- Franck Escoubes, **Bluenove** → questions + mise en débat + recours à des récits fictionnels. 3 thèmes : la vie à distance ; les responsabilités individuelles et de l'État ; le monde d'après.
- Maximilien Ami, **Civocracy** → « Construisons demain », basé sur l'intelligence collective. Questionnaire + espace d'idéation pour responsabiliser les gens (partenariats avec d'autres acteurs comme Engage) → 900 citoyens, 3 thèmes principaux : écologie, vivre ensemble, économie.
- Alicia Combaz, **Make.org** → associés à d'autres structures : « comment inventer ensemble le monde d'après ? », 1 moi et demi, objectif de récupérer un max de propositions et de participants, 165000 participants. Objectifs : viser une représentativité (âge, région, genre) + avoir une vision claire des consensus, clivages et repoussoirs. Plateforme open source, open data, accessible.
- Simon Boileau, **Le jour d'après** → plateforme portée par une 60aine de parlementaires, via Décidim, open source. 8000 contributeurs, 30aine de propositions autour de 11 thèmes, puis débat transpartisan entre les parlementaires, engagés à porter ces propositions dans la vie politique.
- Chloé Cayrasso, **Actons.fr** « Politiker » → « Quel monde après le confinement ? » recenser les innovations dans tous les domaines + apporter les idées des citoyens aux décideurs. 2700 utilisateurs, 2 mois de consultation, 400 contributions libres, 60 % des prop issues des 20-35 ans. Objectifs proposés massivement par les jeunes, et les solutions proposées surtout par les plus de 50 ans. 9 thématiques, 3 principales : biodiversité/sécurité, alimentation, démocratie/proximité.
- Daniel Agacinski, France Stratégie → espace contributif autour de l'« Après soutenable », dans le cadre des séminaires des Soutenabilités. Particularité : contributions avec des pièces jointes.

**Format. Discussion autour de 3 thèmes : transfo économie et écologie ? Quel modèle de société pour demain ? Quelles formes démocratiques pour l'avenir ? Puis consensus, puis dissensus.**

**I) Économie et écologie, quelles orientations, quelles transformations ?**

**Bluenove**, quels consensus sur le monde d'après ? Consensus absolu sur l'impératif écologique (plus de 50 % des contributions spontanées). 3 groupes d'opinion :

- Nouvel équilibre entre vie privée et vie professionnelle, un nouveau pacte social autour de la reconquête du temps pour soi. Plaidoyer citoyen en faveur d'une décélération, d'un ralentissement des rythmes, en faveur du télétravail (d'un point de vue écolo aussi).
- Évolution des modes de consommation et de production : plaidoyer pour une conso raisonnée + relocalisation de la production (circuits courts, autonomie des territoires, réimplantation locale, proximité). Moins libéral.
- Écologie qui se vit au quotidien, écologie comportementale individuelle. Souhait d'un changement de lieu de vie en faveur du périurbain.

Lors des grands débats nationaux, prisme tourné vers la fiscalité environnementale, vers l'État à la manœuvre (grands investissements publics) → 1 an plus tard la lecture est plus essentialiste, de proximité, individuelle, locale.

**Le jour d'après.** Consensus sur 4 valeurs : souveraineté, solidarité, santé, sobriété. Tensions autour de proximité/éloignement ; croissance/décroissance ; planification/autonomie des territoires.

Gros débats sur le véganisme (poussée par L214), sur le nucléaire (encourager ou arrêter ?), sur la mobilité (mettre fin aux voitures individuelles ou taxer les grosses voitures + interdiction des vols intérieurs ?), sur la 5G (faut-il ou pas la développer?), sur Linky, sur les anti-vaccins, sur l'échelle pour la relocalisation économique (les territoires, la nation, ou l'Europe sont-ils des échelles pertinentes ?). Sur le télétravail : au début du confinement, très en faveur du télétravail, et au fur et à mesure les avis étaient plus ambigus, vers un besoin d'encadrement de ses modalités.

**Make.org.** Consensus : 20000 propositions + votes. Sur 14 idées plébiscitées, la moitié sont sur ce thème (écolo-écono). Les sujets env inscrits dans la durée (dans nos concertations citoyennes long terme) : obsolescence programmée, villes durables, gestion des déchets. Nouveaux éclairages sur la responsabilité à intégrer la question écolo dans le modèle économique et les politiques publiques et fiscales. Points qui sont ressortis : conso locale, relocalisation des activités, villes durables.

Par contre sur les taxations des choses quotidiennes + sur la mobilité individuelle, il y a clivages.

**France stratégie.** Mêmes questions du ralentissement + où sont prises les décisions ? Consensus sur le découplage entre économie et émission de gaz à effet de serre. Dissensus sur la possibilité et les modalités d'un découplage + sur la régulation financière (interdire des formes de spéculation par ex, taxation pour prioriser des biens communs ?).

**Actons.fr.** Le local effectivement très important aussi. En plus, attentes vis-à-vis de l'État : soutenir et faciliter le développement des entreprises respectueuse de l'env qui apportent de la valeur sociale et env + idée de taxer, légiférer, arrêter d'aider les entreprises qui ne redistribuent pas les richesses et accroissent les inégalités.

Sur la tension écolo dans le télétravail entre le coût de la mobilité et celui de la technologie, mise en valeur de l'intérêt des approches territoriales pour pouvoir adapter les décisions aux enjeux locaux.

**Bruno Cautrès, CÉVIPOF** : dans les logiques de l'opinion publique, si on est abstrait et assez général dans les questions, beaucoup d'éléments de consensus émergent. En revanche quand on est sur les modalités opérationnelles, pratiques, les dissensus apparaissent, voire des conflits de logiques socio-économiques (nous sommes dans une société stratifiée et inégale, tout le monde n'a pas les mêmes intérêts) + conflits de valeur.

- Remarques méthodologiques aux plateformes : question de la représentativité importante pour transformer les propositions en thèmes de discussion + ya a-t-il une mise en tension des contributions pour mettre en valeur les différentes valeurs ?

- Enquête représentative sur 2000 français.es, anglais.es, allemand.es, avant et après le confinement : on observe des fortes différences entre les pays, sur le vécu du confinement notamment. En France l'expérience du confinement est en demi-teinte → mise en lumière des

fractures sociales, clivages socio-économiques qui se sont manifestés fortement dans les rapports au travail dans le confinement.

- Sur la question climatique : « est-ce qu'on pourrait combiner le modèle économique avec la question env ? Ou prendre sérieusement en compte ces questions=décroissance ? », seulement 20% plaident pour l'idée de la décroissance, majorité pour l'idée de combiner notre économie et l'écologie.

- Sur les enquêtes de l'opinion publique : question de la temporalité. Les contributions récoltées ont été faites au coeur du chaudron → attention à la projection long terme, ce n'est pas la même chose pendant la crise et après la crise (notamment les enjeux économiques qui vont ressortir violemment).

### Quelles propositions marquantes ?

- Donner du pouvoir par le bas (fédérer un projet de territoire durable, pouvoir des associations).
- Former des agriculteurs à des modèles durables + loi contre l'optimisation fiscale.
- Interdire la livraison gratuite des plateformes géantes en ligne pour limiter la concurrence avec les circuits courts + former les managers sur le management à distance.
- Favoriser les circuits courts et la conso locale + modèle économique qui prend en compte les questions écologique, confronter toutes les lois au principe de non-régression écologique.
- Intégrer les enjeux environnementaux à tous les niveaux de l'éducation + encadrement de la publicité en ligne et dans l'espace public + rôles plus importants des collectivités territoriales dans l'écologie.
- Intégrer la soutenabilité forte dans la fabrique des politiques publiques, par une réforme de la comptabilité nationale + financer la transition écolo, repenser la fiscalité et développer les monnaies locales.

## II) Quel modèle de société pour demain ?

### **Civocracy.** Consensus :

- réinvestir et revaloriser les métiers d'utilité sociale et les services publics
- retrouver la conscience de l'impôt comme levier de financement du service public
- réduction du temps de travail + plus de télétravail
- bien-être social et solidarité, nouveaux indicateurs du bien-être sociales
- revenu universel pour chacun
- plus de concertation citoyenne
- cellules de soutien pour les gens isolés + accueil des réfugiés + intergénérationnel
- écologie politique, condition pour une société plus harmonieuse

**France Stratégie.** Sur le revenu universel, pas de consensus sur le niveau et les modalités de contrepartie de ce revenu. Repenser notre rapport au temps, travailler moins, aller moins vite, là encore sans que les modalités soient consensuelles. Ce temps libéré qui puisse servir au lien social, à la gestion des communs : se nourrir, réparer, prendre soin des autres ; ou bien comme un temps individuel qui puisse être utilisé par chacun comme bon lui semble.

Revalorisation aussi des métiers du savoir-faire (artisanat, agriculteur, manuel), et des métiers du *care*. Quand aux modalités de ces valorisations, là il y a des divergences.

Consensus : réformer le modèle de l'entreprise pour responsabiliser les entreprises (conditionnalité). Mais là où certains prônent le volontariat, d'autres prônent les contraintes et les règles.

Le vrai dissensus fort c'est le rôle de la technologie : résilience et sobriété, low-tech (risques sur l'emploi et les libertés individuelles) ; ou comme source de progrès à développer.

**Le Jour d'après.** Revalorisation des métiers essentiels (professions féminisées invisibilisées avant la crise). Sur le revenu universel, c'est beaucoup revenu dans les contributions : répondre à une

aspiration de ralentissement et de nouvelle temporalité + moyen pour répondre à la crise.  
Faut-il revoir les valeurs ?

**Make.org.** Revalorisation aussi des métiers essentiels (focus sur le *care*, mais aussi caissier.es, livreur.ses, éboueur.ses). Le revenu universel était déjà un clivage avant la crise, pour le moment le revenu est autour de l'idée de la solidarité et de réduction des inégalités. Controverses aussi sur l'encadrement des salaires (toujours des dissensus quand ils agissent de contrôler), avec un trône de l'été très convoqué sur le renforcement des services publics (santé, éducation).

**Actons.fr.** Rôle de l'environnement pour renforcer la cohésion sociale et l'autonomie, sensibiliser les jeunes/enfants, création d'espaces verts, végétaliser les espaces, dépolluer l'air, protéger nos semences, des-imperméabiliser les sols. Sur le minimum de revenu → retrouver la liberté, avoir le temps de vivre. Idées autour de créer une Sécu alimentaire + transformer le coût du chômage en coût du salaire (création des chômeurs de leur propre travail en répondant à des besoins locaux identifiés).

**Bluenove.** Comparaison avec le grand débat. Grand débat, triptyque fondamentale des valeurs cardinales : solidarité, proximité et responsabilité. Avec la consultation pendant la crise, on a retrouvé en gros ces 3 valeurs (solidarité ayant apparue plutôt dans la sémantique de l'humanité). Cette analyse des valeurs est un bon prisme pour définir un modèle de société. 2 grands thèmes :  
- justice sociale et fiscale : revalorisation des salaires, des métiers essentiels, baisse des impôts, revenu universel, égalité homme-femme, dotation en capital pour gommer les inégalités dans l'accès au patrimoine.  
- référence à l'état protecteur centré sur les fonctions régaliennes (santé, éducation) : valorisation du service public autour de ses fonctions régaliennes.

**Et qu'en est-il des entreprises ?** L'entreprise comme interlocuteur pour le social n'est pas vraiment apparue. Sortir des logiques concurrentielles, gouvernance partagée.

**Bruno Cautrès, CÉVIPOF:** on a observé que la demande envers l'état est importante en France, notamment sur les sujets santé et éducation. Constat d'une demande de protection (service public) + de protectionnisme économique (il faut protéger les frontières → élément de dissensus de la conception de la relocalisation de l'emploi et la consolidation du modèle social française). Fort clivages gauche-droite : conceptions inclusives de la redistribution du service public vs. Se concentrer sur les enjeux de sécurité, justice, police.  
- Sur le rapport à la technologie : on retrouve ces deux facettes de la tech qui libère les énergies, les potentiels, abolit les frontières, ou la tech qui met en esclavage.  
- Il me semble que la question des entreprises fait beaucoup l'objet de clivage (contradiction entreprise/citoyenneté ; entreprise comme lieu des inégalités et du pouvoir ?), mais on commence à entendre des discours des chefs d'entreprise sur la responsabilité écologique.  
- Augmentation de la demande envers le service public. Dissensus sur la réduction des inégalités de salaire, sur le contrôle des entreprises par l'État. L'état est à la fois très convoqué, tout en voulant qu'il donne plus de latitude et moins de taxation.

### Quelles propositions marquantes ?

- Question de la protection du logement + créer de l'engagement citoyen à l'école + égalité du congé parentalité + solidarité internationale, augmenter le budget de l'aide publique au devt.
- Revalorisation des métiers indispensables + beau clivage sur le revenu universel.
- Assurer une meilleure transparence décisionnelle pour que la population comprenne comment l'état arbitre (et a arbitré pendant la crise) → légitimité de l'expertise ? + réguler la couverture médiatique des événements par des collectifs citoyens pour réagir à des

traitements inadaptés de l'information (choix des experts, temps antennes, traitement de l'information).

- Intégrer les seniors dans les espaces citoyens + transformer nos rues en écoquartiers, mobilité douce, cohésion sociale, inclusion et partage.
- Réinvestir dans le service public + revaloriser socialement et financièrement les métiers essentiels.
- Modèle social coconstruit avec les citoyens → nouveau droit à l'alimentation durable et soutenable : sécu alimentaire (rôle de l'état) ; intégrer la dimension alimentaire dans les protections sociales de l'entreprise (en lien avec une agriculture bio, locale).

### **III) Quelles formes démocratiques pour l'avenir ?**

**Actons.fr.** 5 grands consensus :

- plus de transparence et d'informations. Qui prend quelle décision pour servir quel intérêt et dans quel objectif ?
- meilleur représentativité des citoyens par un renforcement des consultations et de l'écoute, donner des moyens légaux d'être entendus, exemplarité des élus
- rendre la démocratie plus participative, décentralisation de la décision et de l'action, diversité des moyens d'expression, soutenir les territoires pour qu'ils renforcent la démocratie participative. La solution existe déjà : attente de soutien, de cadre, de mise en réseau, d'aide de l'état.
- définition et respect du cadre de participation : quelles sont les règles du jeu ? Valoriser la parole des citoyens et des élus locaux, et recréer de la collaboration entre décideurs et citoyens.
- À l'échelle locale aussi : élire les conseillers à scrutin direct + référendum locaux + 10 % pour initier le droit de pétition locale.

**Make.org.** Enseignement principal est que le sujet de la démocratie était particulièrement riche, discuté en profondeur. Participation citoyenne au centre, valorisation des initiatives locales. Pour ce qui est des dissensus, c'est sur les modalités. Sujets de clivage : vote obligatoire, vote numérique, tirage au sort, RIC et référendum. Maturation des citoyens et citoyennes sur ce sujet de gouvernance, notamment sur l'encadrement du statut des élus (limitation des avantages, transparence) pour aller vers de la proximité entre les citoyens et leurs représentants.

**Le Jour d'après.** Deux mêmes thèmes : transparence, contrôle et participation. Dissensus sur le vote blanc, sa reconnaissance, et l'articulation avec le vote obligatoire. Et gros débat autour du tirage au sort : l'expérimenter ? l'institutionnaliser ? Et qui ddu budget participatif national ?

**France Stratégie.** Le rôle de l'état : stratège, accompagnateur ou rôle normatif ? Place des territoires par rapport à l'état, avec en creux l'idée qu'une proximité avec les collectivités locales facilite la citoyenneté. L'autre point qui ressort beaucoup c'est la place des citoyens dans le processus de décision, surtout la décision sanitaire → expertise profane.

**Bluenove.** 3 grands sujets de préoccupations, différents de ceux du grand débat (lié forcément au contexte particulier de la crise sanitaire :

- transparence du gouvernement, pas au regard des lobby mais plutôt quant aux critères d'arbitrages, aux rôles des médias, aux modalités de l'état d'urgence et du régime d'exception → redonner la confiance
- recréer la confiance au citoyen, responsabiliser les citoyens, pas d'état autoritaire et intrusif
- sur le civisme et le respect des règles : autodiscipline, autogestion, coresponsabilités des citoyens vis-à-vis de leur entourage direct.

**Question de l'échelle de responsabilité ? Et l'Europe ?**

**Civocracy.** 3 français sur 4 ont été frustrés et déçus par l'Europe.

- voir les échelons locaux s'emparer de plus de prérogatives
- sur la représentation, volonté de tirage au sort, de l'encadrement des élus : des élus comme nous.

**France Stratégie.** La place de l'Europe est clivée : certains soutiennent que ce n'est que cette échelle qui peut être efficace ; d'autres qui questionnent la pertinence de l'Europe et prônent le reterritorialisation.

**CÉVIPOF :** il n'y a pas de forte demande d'Europe en France. Découplage entre des élites favorables aux dynamiques européennes, et une opinion publique dans un mélange d'attente de déception et d'opposition vis-à-vis de l'Europe. Sans être contre l'Europe, il y a une perte de légitimité de l'Europe. Clivage de valeurs et sociologiques sur le sujet européen : perçu comme une forme de fatalité (pas de demande de Frexit), en ayant perdu la compréhension du rapport réel de la France à l'Europe.

- Sur la démocratie, forte demande sur le référendum, tout en posant des cadres. Pas sur tous les sujets, et le gouvernement ne devrait pas forcément être obligé de suivre le référendum → clivages sur les modalités de l'expression publique : le vote aux élections écrase toutes les autres formes d'expression publiques (suivi des manifestations et du boycott de produits), malgré la diminution de la participation électorale. Résultat en demi-teinte vis-à-vis du tirage au sort. Par contre perception majoritaire négative des élus au service des puissants, qui ne comprennent pas le peuple, qui vivent trop loin des gens.

- À quelques minutes d'écart, on a posé les mêmes questions aux gens : les élus devraient plus trancher, prendre des décisions fortes ; ils devraient prendre du temps pour informer, en ayant consulté les citoyens → les gens voulaient les deux à la fois ! Grosse problématique dans les années à venir sur la réforme de notre système politique et démocratique.

**Bluenove.** Dans les consultations à répétition, le consensus existe sur le besoin de plus de participation citoyenne, mais il ne se dégage jamais de convergence sur la martingale du bon dispositif, que ce soit le RIC, le référendum, les jurys citoyens, le tirage au sort, les assemblées constituantes, rien ne réussit à faire converger les citoyens.

### Quelles propositions marquantes ?

- Démocratie directe, locale + consultation lors des conseils municipaux.
- Financer des réseaux de partage d'expérimentation + fonds pour les initiatives de démocratie + dynamiser les instances de démocratie locale et réfléchir avec les habitants aux rôles de ces instances.
- Développer une démocratie participative de l'instant (très court terme. Ex : interdiction des obsèques + interdiction aux vieux de sortir → frustration des citoyens à participer à des décisions sur des sujets aussi privés) + limiter les décisions sur la réduction des libertés individuelles aux seules expertises scientifiques + valoriser le temps passé par les citoyens dans un dispositif participatif (création d'un statut du citoyen participant pour justifier soit de prendre du temps hors du travail ou même pendant ; soit de reconnaître ce temps dans une sorte de CV citoyen qui puisse être valorisé auprès des employeurs → le temps participatif n'est pas un temps inerte).
- Réinventer la démocratie pour que les citoyens puissent participer fréquemment (« démocratie permanente », cf Rozon-Vallon) + supprimer les démocraties actuelles et fonctionner sur des démocraties directes sans partis (propositions très clivantes).
- Multiplier les expérimentations autour du tirage au sort + budget participatif national + régulation des lobbys + réflexion sur l'Europe comme un moyen plutôt qu'une fin (création de ressources au niveau européen en levant le principe de décision unanime).
- Améliorer la communication de l'état à l'attention des populations vulnérables (facile à lire et à comprendre : simplifier les choses, sortir du jargonage → rôle du numérique ?) +

instauration d'une responsabilité env des citoyens avec un budget commun (rejoint l'idée du point carbone).

### Quels enseignements sur ces exercices consultatifs citoyens ?

**Makes.org.** La démocratie participative n'est plus un mirage, les citoyens ont envie de s'exprimer, et ça permet une irruption d'intelligence collective, faculté d'agir sur le bien commun, démocratie permanent comme un modèle durable, comme une réponse à la crise de confiance. Une démocratie durable doit impliquer le plus largement possible : transparence, éthique, rigueur méthodologique, et fréquence → conduite participative dans les politiques publiques.

**Le Jour d'après.** Dans les pratiques parlementaires. On a noté une attente très forte, la clé de ces consultations c'est d'être clair sur les débouchés + ne pas se faire trop enfermer dans des cadres méthodologiques + la nourrir avec des info + ne pas fétichiser l'outil participatif (faut-il coller au texte ou on a une marge de latitude pour la reformuler et l'agrémenter en tant que professionnels politiques?).

### On parle de crise historique des corps intermédiaires, n'êtes-vous pas en train de devenir des corps intermédiaires ?

**Civocracy.** Le digital permet l'intermédiation, et donc on a une légitimité à porter une nouvelle voix. Les consultations n'étaient jamais des déversoirs de haine, mais toujours constructive. On a eu un formidable accueil, ça augure de belles choses sur la participation digitale.

**Actons.fr.** Nous on est presque utilisés comme des intermédiaires, on est des garants neutres sur une première partie de la consultation, mais on a l'ambition que la confiance revienne et que nos plateformes ne soient plus nécessaires.

- Pour avoir cette légitimité il faut multiplier les moyens d'expression, avoir plusieurs acteurs, plusieurs plateformes, à l'initiative du gouvernement tout comme de la société civile. Volonté forte pas de révolution, mais plutôt d'un équilibre entre une démocratie réellement représentative, et une participation participative livre ouverte, à l'initiative des citoyens → renverser la balance, la société civile a envie d'intervenir là où elle se sent légitime, et déléguer auprès des élus quand ce n'est pas dans son champ de compétence.

- Toutes les décisions, tous les centimes dépensés devraient prendre en compte l'environnement. Si on parle de bien commun on se doit de respecter ça. L'état doit être la béquille pour accompagner les entreprises (ou faire émerger des nouvelles) vers cette transition verte.

### Toucher les populations qui n'ont pas accès ?

**Bluenove.** Sur la question des corps intermédiaires, je ne pense pas qu'on ait cette vocation, car nous ne sommes pas fondamentalement neutres. Les plateformes véhiculent des choix de formats, d'interfaces, de méthodes, de traitement de l'information, the medium is the message → on a une responsabilité face à ce design d'information.

- Je suis mitigé sur les enseignements. On a pu collecter la parole citoyenne dans une certaine pluralité et diversité. En ce sens on a fait acte de la première mission de la démocratie qui doit être narrative (s'exprimer, se raconter). Mais ce n'est pas suffisant. On collecte des doléances, on additionne des égoïsmes, on agrège des attentes individuelles, et on ne crée pas des formes collectives. La véritable démocratie participative elle sera délibérative, un cran plus loin, elle visera la co-construction des politiques publiques.

- La notion de représentativité est complexe, d'où la nécessité d'avoir un référentiel commun. Quand on est pas représentatif, il faut pouvoir s'ancrer dans quelque chose qui fait date, comme une nomenclature des préoccupations citoyennes historiques.

## Quelle place pour ces plateformes dans la vie politique ?

**Cévipof.** Rappeler le biais sociologique de la représentation politique, mais aussi de la participation sur les plateformes. Dans un monde idéal, il faudrait que ces plateformes sociologisent bien leurs résultats (parler des limites, expliciter le cadre) pour éviter les malentendus. J'encourage les développeurs à contextualiser toujours leurs résultats dans des variables contextuels, géographiques, sociologiques, etc.

- Ces plateformes peuvent porter les voix citoyennes encore mieux que les partis.
- Pour réfléchir à la place de ces plateformes, il faut bien poser la question de la légitimité et la transparence qui doit être adressée à ces plateformes (pour pas qu'elles deviennent des lobbys, c'est-à-dire devenir ce qu'elles dénoncent).
- Il ne faut pas oublier les français éloignés de la sphère politique. On a un très fort intérêt politique populaire en France, ces plateformes peuvent jouer un rôle d'inclusion, ouvrir le jeu des acteurs.

**Conclusion de Patrick Bernasconi :** on fait au CESE le choix du collectif pour répondre à la demande présidentielle des attentes des français.es sur le jours d'après (80 organisations pluri-acteurs). On a aussi été cherché les rapports réalisés dans le cadre du grand débat + conclusions de la convention citoyenne pour le climat + consulté des plateformes qui avaient fait émergés beaucoup de contributions.

Reconnaissance et institutionnalisation de la parole de la société civile. Ojd l'information et la communication ne suffisent plus, les gens veulent être au coeur des sujets. Mot clé : l'implication du citoyen. Les consultations sont des indicateurs essentiels, il convient de faire des propositions, et c'est là que la démocratie délibérative prend tout son sens. Quel dessin commun ? On a tous les outils pour écrire un nouvelles grammaire citoyenne. Les plateformes mettent en lumière les attentes et enjeux, après il faut aussi travailler à ceux qui ne sont pas atteints pas les plateformes (consultations physiques). Trois priorités pour la relance de la France :

- Créer de nouvelles solidarités, soutenir l'emploi. Focus sur la lutte contre les nombreuses vulnérabilités. Fragilisation par la fracture sociales, surtout chez les jeunes, qui doivent être prioritaires → plan d'urgence de l'éducation et de l'accession à l'emploi des jeunes.
- Relance les activités en préparant l'avenir. Renforcement des dispositifs de formation + programme investissement d'avenir + sécurisation des besoins vitaux (justice fiscale), en prenant en compte surtout la crise climatique
- Décider ensemble → implication des citoyens + institutionnalisation de la parole citoyenne (reconnaissance de cette participation). Focus sur les pétitions citoyennes, mais aussi sur les enjeux de tirage au sort. Texte de la réforme de la loi organique.